



Seul le prononcé fait foi

Intervention d'Emmanuel MACRON.

Ministre de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.

Collège d'Europe (Bruges, Belgique).

Lundi 18 avril 2016.

Je suis ravi d'être parmi vous aujourd'hui. Je voudrais commencer par des excuses puisque nous avons initialement prévu de tenir cet échange en novembre dernier, quelques jours après les attentats qui ont frappé Paris et quelques mois avant que d'autres attentats ne touchent Bruxelles et le pays hôte de votre collège. Ces événements nous rappellent à quel point ce risque avec lequel nous vivons, cette menace transforment notre quotidien. Ils nous ont également rappelé la violence des circonstances qui nous entourent.

En novembre, comme il y a quelques semaines, ce sont nos valeurs qui ont été attaquées, c'est ce que représente l'Europe qui a été visé. C'est l'une des raisons qui m'amènent à vouloir parler d'Europe avec vous aujourd'hui. Je suis très heureux d'avoir l'opportunité de m'exprimer aujourd'hui devant des jeunes européens, même s'il y a beaucoup d'autres nationalités qui sont ici représentées. Au fond, vous êtes celles et ceux qui croient dans l'avenir de l'Europe, et c'est précisément cela qui vous définit en tant qu'Européens.



*

* *

Nous sommes aujourd'hui à un moment unique de l'histoire européenne. Cette Europe, qui a un passé et des caractéristiques sur lesquelles je vais revenir, traverse un moment particulier de son histoire et la question qui nous est posée est celle de son projet.

Cette Europe a profondément vieilli, même si elle est encore jeune au regard de notre histoire commune. Si elle a vieilli, c'est parce que nous ne rêvons plus à elle, c'est parce que nous avons décidé de ne plus rêver le projet européen. Nous avons cru que ce qui l'avait maintenu jusqu'ici vivante, c'est-à-dire à la fois des ambitions folles et des réalisations concrètes, nous pouvions en faire abstraction.

Premièrement, pour comprendre le moment que nous vivons et le projet que nous portons, il faut se souvenir que notre histoire est celle d'une construction politique éminemment atypique.

Jusqu'à l'après Deuxième Guerre Mondiale l'Europe était essentiellement un rêve d'empire. C'est ce que l'on retrouve dans les formes successives que l'Europe a pu prendre à travers les siècles, qu'il s'agisse de l'Empire romain, de l'Empire carolingien, de l'Empire napoléonien, bismarckien ou du délire hitlérien...

L'Europe s'est forgée au travers de ce que le droit médiéval appelait la *translatio imperii*, ce transfert d'empire. Ces projets européens passaient par l'hégémonie de l'un ou de quelques uns sur les autres, en tout cas par une domination.



Or la construction politique, diplomatique, économique, d'influence qui s'est progressivement structurée dès l'après-guerre, c'est une série d'équilibres non hégémoniques, une construction politique inédite qui nous a permis de traverser un nombre record de décennies sans guerre dans cet espace. Je le dis parce qu'aujourd'hui nous pourrions considérer que tout cela a un caractère émoullent ; quand on a le confort, on oublie bien souvent d'où l'on vient. Mais cette période que l'Europe vient de traverser est inédite, car les équilibres que nous avons construits dans l'après-guerre ne sont pas ceux d'une hégémonie mais d'une construction pacifique par un projet commun. C'est notre héritage. Un héritage éminemment fragile parce qu'il n'y a rien dans notre histoire millénaire qui le rend naturel. Ce n'est que la force des fondateurs de l'Europe qui a pu lui donner l'impulsion cette capacité de faire quelque chose que les autres n'avaient jamais réussie. C'est précisément parce que nous avons connu le drame, l'horreur absolue au cours de la Seconde Guerre Mondiale, qu'il y a eu cette force vitale, cette force politique de faire advenir quelque chose d'autre, pour éviter de recommencer les erreurs passées.

Ce projet inédit s'est accompagné de réalisations concrètes qui n'ont pas tardé. Dès 1948, parce qu'un homme d'Etat exilé espagnol l'a rêvé : votre collègue a été créé pour permettre à des universitaires diplômés issus de pays différents d'étudier et de vivre ensemble. En 1951 ensuite, puisqu'il y a 65 ans, jour pour jour, le traité instituant la communauté économique du charbon et de l'acier (CECA) a été signé. Cela a été la concrétisation du rêve européen, qui visait à voir plus haut que les intérêts nationaux, à voir plus grand que les intérêts du présent. Et c'est d'ailleurs ce que rappelait Jean MONNET lors la signature de ce traité : « pour la



première fois, six pays se sont réunis non pour rechercher un compromis provisoire entre des intérêts nationaux, mais pour prendre une vue commune de leurs intérêts communs ».

Ce que pointe MONNET, c'est ce dont nous nous contentons aujourd'hui, parce que bien souvent nos Conseils européens s'enchainent les uns après les autres, en étant finalement pas grand-chose de plus qu'un compromis provisoire entre des intérêts nationaux. Au contraire, la dynamique européenne qu'il nous a apportée, c'est beaucoup plus : celle de prendre une vue commune de nos intérêts communs.

Notre Europe s'est ainsi constituée décennie après décennie sur quatre éléments fondamentaux.

D'abord la recherche de cet intérêt commun. C'est cette exigence politique, au sens le plus profond du terme, qui nous pousse à faire de grandes choses ensemble alors que rien ne nous y prédestinait, parce que nous recherchons constamment l'intérêt commun. Cette force politique, c'est le projet européen, son cœur.

Ensuite c'est une promesse de paix qui lui est indissociable. Elle conduit à rassembler ceux qui traditionnellement se faisaient la guerre. Puis, de soubresaut en soubresaut, cette promesse de paix a été tenue, même si la période que nous traversons nous donne parfois le sentiment qu'elle se fragilise. Troisième élément, une promesse de prospérité. Cette Europe a été faite pour qu'on vive mieux et pour constituer une puissance économique dans le monde.



Enfin, quatrième élément, c'est la promesse de liberté. En particulier de liberté de mouvement, qui est l'une des promesses fondatrices de cette construction.

C'est ainsi que le rêve européen a perduré, qu'il a progressivement, pan de l'économie par pan de nos activités, réussi à constituer ce ciment qui nous a tenus.

Ce rêve européen s'est ensuite ancré dans l'espace. Il s'est progressivement étendu sur le plan géographique, jusqu'à réconcilier un continent que l'histoire avait séparé. Parce qu'il fallait réconcilier cette Europe avec elle-même.

A chaque moment important, l'Europe a eu la force et la vitalité de dépasser les évidences ou ce qui avait pu la déterminer. A chaque fois, l'Europe est apparue comme le meilleur remède aux crises, aux doutes, au choc des nationalismes. A chaque fois que ce qu'on pouvait prendre pour le bon sens ou le réflexe de chaque nation se réveillait en prétendant avoir la solution pour elle-même, l'Europe est apparue comme la solution la plus exigeante mais la plus efficace.

C'est le sens de la monnaie unique, de l'euro aujourd'hui partagé par dix-neuf Etats membres, du programme Erasmus dont bénéficient près de trois cent mille étudiants chaque année, de l'élargissement de Schengen et de tant d'autres projets. Ce sont ces pas en avant qui ont formé l'affectio societatis européen



*

* *

Le moment que nous vivons est un moment éminemment nouveau, profondément dangereux, mais, au fond, porteur de promesses. Je suis convaincu que l'Europe, qui a été chahutée depuis dix ans, ne pourra plus être gérée comme avant.

Elle a d'une part été chahutée par nos doutes. Nous venons d'assister à une décennie perdue depuis le vote négatif de la France et des Pays-Bas en 2005. Beaucoup de pays ne se sont plus retrouvés dans le projet européen tel qu'ils l'avaient porté. Beaucoup ont dénoncé cette Europe devenue libérale, une passivité technocratique dénuée de projet. Depuis dix ans, ces doutes ont conduit à ce que, dans nombre de nos pays, nous ne proposons plus d'Europe. On répète, parce qu'il est bon de le répéter, qu'il faudrait être plus intégré, respecter l'Europe à Vingt-huit, faire attention aux grands équilibres. Ce sont les précautions qu'on aurait pour une vieille personne malade, pas pour quelqu'un à qui l'on prête un avenir.

D'autre part, l'Europe a été chahutée par une crise économique et financière terrible, qui a touché de manière asymétrique plusieurs pays et qui a plongé plusieurs de ces pays dans une restructuration profonde de leur économie. Pour ces pays, comme le Portugal ou la Grèce, l'Europe est devenue synonyme d'austérité et de chômage.

Après cette décennie perdue, l'Europe vit ses retrouvailles avec l'Histoire. Nous pensions depuis la chute du mur de Berlin que nous serions protégés, que c'était la fin de l'Histoire. Certains l'avaient même



théorisé. Nous avons recousu le Vieux continent et les grands risques étaient ailleurs. Le terrorisme, les réfugiés, ce sont deux traces brûlantes du fait que l'Europe retrouve le cours de l'Histoire, réalisant que les risques géopolitiques ne sont pas à notre porte, mais qu'ils traversent le continent. Que nos choix géopolitiques déterminent ce qui se joue dans nos pays. Que celles et ceux qui vivent ici sont profondément marqués aussi par la transformation du monde religieux et politique tel qu'il se vit dans le monde. Nous sommes dans l'Histoire, avec toutes ses conséquences, avec sa brutalité.

Nous sommes face à des défis que nous n'avions pas connus dans les décennies précédentes. Nous y sommes confrontés avec une Europe imparfaite, qui ne nous permet pas pleinement d'y faire face. Lorsqu'on n'a plus de rêve européen, on laisse la place au doute. Lorsqu'on n'a plus de projet européen, on ouvre la voie au délitement. Le Brexit n'est que l'enfant de cette absence de projet. Après le débat sur le Brexit, il y aura d'autres soubresauts du doute européen. Quand le projet perd sa force, vous laissez toute l'énergie aux forces centrifuges et vous courez le risque de la dislocation.

Parce que l'Europe est incomplète sur le plan économique et financier, et en particulier la zone euro, vous laissez des chocs asymétriques intervenir et fragiliser l'édifice. Vous exigez que certains pays procèdent à des réformes, ce qui peut être légitime, mais sans la solidarité qui l'accompagne. Vous ne leur laissez aucune chance de se redresser dans un temps raisonnable sur le plan politique, dans un temps acceptable sur le plan économique, et vous maintenez les déséquilibres profonds que nous voyons aujourd'hui dans la zone euro. Nous n'avons rien réglé des



déséquilibres économiques fondamentaux de la zone euro depuis la crise. Nous avons fait face à la crise, ce qui est très différent. Sur le plan politique, vous voyez le doute qui étirent toutes nos sociétés. Est-ce que l'Europe nous protège ? Le poison des nationalismes revient, insidieux, qui consiste à penser que chacune et chacun ferait mieux par lui-même : c'est faux. Ces chocs géopolitiques, ce sont des chocs tectoniques, ce sont des plaques qui bougent les unes avec les autres.

Quelles sont nos préférences collectives, nos valeurs ? Sont-elles si différentes entre l'Allemagne, la Belgique, la France, l'Italie, la Suède ? Ce sont les mêmes. Ce sont les mêmes préférences pour les libertés individuelles, pour la fraternité, pour ces équilibres de solidarité qui vont avec notre continent. Simplement, nous n'avons pas su les mettre en œuvre ensemble. C'est à bien des égards une Europe plus efficace qu'il nous faut ainsi trouver. La période que nous vivons, le moment qui est le nôtre nous mettent face à un choix très simple mais qu'il faut expliciter en termes démocratiques. Nous ne pouvons plus continuer à gérer l'Europe de manière approximative comme l'a fait la génération de la consolidation.

Nous avons un choix simple : celui de refonder l'Europe avec une volonté nouvelle, d'aller contre les évidences pour retrouver le fil de cette histoire européenne, d'aller contre vents et marées au-delà de nos simples intérêts nationaux pour construire un intérêt commun, ou bien décider d'arrêter l'histoire.. Mais penser que continuer avec les mêmes moyens, au même rythme, avec les mêmes incertitudes ou les mêmes prudenances serait une option, je ne le crois fondamentalement pas.



Cette période que nous vivons, celle qui consiste à voir combien le rêve européen menace aujourd'hui de reculer, nous impose de refonder un projet, de rajeunir cette Europe, de retrouver cet équilibre entre des rêves fous et l'exigence des réalisations concrètes.

*

* *

Nous devons retrouver un projet d'Europe puissance. C'est-à-dire une volonté de faire à quelques-uns, d'avancer à quelques-uns. Je ne sais pas combien nous serons. Je sais simplement que depuis des années, nos prudences ridicules pour savoir si on doit le faire à vingt-huit, à dix-neuf ou à moins est une fausse précaution. C'est la précaution de celles qui ne veulent plus penser, de ceux qui ne veulent plus avancer. Faisons à quelques-uns et que tous ceux qui sont prêts à se lancer dans l'aventure se joignent. Mais regardons en face ce qui ne fonctionne pas sur le plan économique, sur le plan de la fiscalité, dans le domaine de l'énergie, de la sécurité, de notre politique internationale. Nous devons approfondir cette Europe, nous devons aller au-delà de nos précautions traditionnelles. Sortir de cette chorégraphie qui nous affaiblit, où dès qu'il s'agit de changer de traité, la France arrête toute discussion ; où, dès qu'il s'agit de procéder à des transferts de solidarité, l'Allemagne arrête toute discussion. Chacun a ses interdits, ce sont généralement ceux que nous avons construits.

C'est le moment de passer au-delà et je crois que ce cœur d'Europe qui a vocation à s'élargir autant que les pays le voudront et qu'ils s'en donneront les moyens, ce cœur d'Europe est une Europe de la volonté. C'est celle qui construit le chemin de la puissance, c'est celle qui nous fera réussir en suivant les valeurs fondamentales que je viens de rappeler.



Sur chacun de ces éléments, nous devons procéder à des modifications institutionnelles. Nous devons procéder à des approfondissements qui marqueront les transferts immanquables de souveraineté, mais ils seront explicitement choisis et l'exercice de ces souverainetés dans un cercle commun adapté nous rendra plus forts et plus efficaces. C'est pour ce projet que nous avons voulu, avec Sigmar GABRIEL il y a quelque mois, donner quelques orientations, quelques instruments. Ils ne sont pas exclusifs et ils n'ont pas vocation à épuiser le débat.

La première chose est de réfléchir à une capacité budgétaire commune, c'est-à-dire une capacité à investir, à recréer les solidarités indispensables au sein de cette zone euro. Donnons la responsabilité de cette intégration économique, fiscale et davantage, à un vrai exécutif de ce cœur d'Europe, de cette zone euro ou d'une partie de cette zone euro. Donnons-lui des vraies institutions démocratiques qui n'existent pas aujourd'hui mais qui sont indispensables pour que nous puissions avancer. Bâtissons des équilibres sur des politiques multiples, car nous n'avancerons pas simplement sur des sujets économiques et monétaires.

La deuxième chose, c'est notre projet à vingt-huit. Il doit continuer à s'approfondir dans cette Europe solidaire et différenciée que nous devons assumer. Consolider le marché unique et lui donner plus d'ambition en matière de numérique, en matière d'énergie, pour ne citer que ces questions. En matière de sécurité aussi, l'Europe à vingt-huit doit construire les règles d'une véritable union. Ce projet doit aussi porter les exigences premières du marché unique. Pas celles que nous avons dévoyées à partir de la fin des années quatre-vingt-dix ; la lecture que nous avons progressivement eue du marché unique n'a été qu'une lecture



libérale. Le marché unique, c'est l'abolition des frontières pour circuler plus simplement, commercer plus aisément, échanger plus efficacement. Mais en même temps, ce sont de nouvelles coordinations. Ce sont des régulations, ce sont les règles de la liberté commune qui vont avec la création d'un marché unique et nous l'avons trop souvent oublié.

La question nous sera posée dans les prochains mois sur le numérique. Il faut en effet abolir les frontières pour créer un marché européen unifié, mais faut-il pour autant considérer que nous n'avons aucune régulation européenne à porter ? Que nous n'avons aucune préférence collective distinctive ? L'Europe, ce n'est pas qu'un rêve de marché : c'est l'abolition de frontières pour proposer un projet politique commun. Supprimer des frontières, ce n'est pas faire abstraction de tout, ce n'est pas considérer que le marché décide de tout parce qu'il serait pur et parfait. Nous savons combien ce n'est pas vrai. Dans le domaine numérique, nous aurons des préférences collectives européennes à porter en matière de respect des libertés individuelles et en particulier de la vie privée, en matière d'intérêts économiques, en matière de concurrence et dans tant d'autres domaines.

Enfin, au-delà des sujets institutionnels, notre projet aujourd'hui, c'est redonner le sel de la solidarité à cette Europe. Nous avons, après la crise, construit des mécanismes multiples de responsabilité. Nous avons ajouté des traités qui ont créé des contraintes légitimes parce que beaucoup n'avaient pas fait les efforts qui étaient demandés quand certains les avaient conduits avec courage. Alors la défiance s'est installée comme une lèpre entre les Etats membres. Nous avons donc renforcé les éléments de responsabilité très fortement. Mais nous avons trop



abandonné le champ de la solidarité, au-delà de l'urgence des crises. Un projet politique n'existe pas sans solidarité assumée. Au-delà de toute réforme institutionnelle, s'il n'y a pas de capacité à chercher l'intérêt commun, à accepter et expliquer la nécessité de transferts d'argent, d'énergie, de sacrifices pour les autres parce qu'ils font partie de la même communauté politique, alors nous perdons le sens de l'Histoire.

*

* *

Vous savez, beaucoup disaient qu'on n'allait pas mourir pour les Poldèves au moment où la Seconde Guerre mondiale s'est déclarée. J'entends comme ces échos aujourd'hui encore quand j'écoute le débat public.

Parce que depuis des années, nous avons constamment répété, responsables politiques, dès qu'il y avait un problème, que c'était la faute de l'Europe, dès qu'il y avait un souci ou une instabilité, c'était la faute du voisin, par irresponsabilité commune. Parce que nous avons oublié d'être à la hauteur du projet qui nous avait porté. Oui, demain, il faudra peut-être accepter de mourir pour d'autres, parce que c'est notre projet, parce que nous sommes Européens, parce que nous l'avons choisi, parce que nous le choisirons demain.

Et alors que l'Europe est traversée, dans son quotidien, dans ses tréfonds, par cette crise des réfugiés, c'est bien ce sujet qui nous est reposé aujourd'hui, celui de la solidarité. C'est le sujet de la solidarité qui nous a été posé au moment de la crise grecque, c'est le sujet de la solidarité qui nous est posé aujourd'hui et c'est notre mission historique. L'Europe s'est construite par nous et donc si nous ne sommes pas en



capacité, au-delà des initiatives formidables qu'on voit fleurir à travers le continent, d'individus, d'entreprises, de décliner politiquement cet engagement, de lui donner corps et sens, alors nous choisirons, parce que nous n'aurons pas mesuré la gravité de ce choix, d'en finir avec le rêve européen, le vrai rêve européen. Celui que nous portons depuis l'après-guerre.

C'est finalement cela notre responsabilité et votre responsabilité, au-delà des vicissitudes du temps, parce que nous sommes à un moment historique de notre projet collectif. C'est notre défi, de retrouver la capacité à agir dans l'histoire, le goût du risque, de l'innovation, peut-être de la transgression, parce que nous nous sommes accoutumés à des formes d'action, à des consensus qui ne sont plus à la hauteur des circonstances que nous traversons.

Nous devons retrouver ce sens de l'intérêt général, ce sens de l'intérêt commun européen, qui dépasse les petits compromis. Nous devons collectivement retrouver, et c'est la responsabilité de votre génération, le sentiment intense que l'Europe est une histoire éminemment fragile. Qu'elle peut mourir, qu'elle peut disparaître, qu'il n'y a rien d'évident ou d'automatique dans cette construction, puisqu'elle est venue contrarier des siècles et des siècles d'histoire. C'est parce que ce projet politique a une fragilité extrême que notre responsabilité politique, aujourd'hui, est immense. Ce dont nous avons besoin, ce ne sont pas des techniciens. Vous apprenez des techniques, chacune et chacun dans votre métier, et c'est très important. Mais nous avons besoin de femmes et d'hommes de conviction, de citoyens au sens plein du terme, de responsables. Et c'est cela que votre génération aura à faire. Vous porterez votre technique,



vous contribuerez à faire avancer les choses, mais il ne suffira plus de les faire avancer.

Il faudra convaincre, il faudra transformer, il faudra faire toutes ces choses que les autres n'ont pas faites, c'est certain, parce que les circonstances ne sont plus les mêmes. Il faudra transgresser pour changer, parce que si nous ne changeons pas, nous échouons.

Ainsi, la responsabilité, qui est la vôtre aujourd'hui, pour que l'Europe réussisse, c'est de réussir non plus des changements techniques ou des petites transformations, mais ce que Julien BENDA appelait dans son Discours à la nation européenne, les « changements moraux » dont l'Europe a besoin. C'est ce moment-là qui est le nôtre. C'est sans doute une phase qui devait arriver, c'est le défi qui nous est lancé.

Vous l'avez compris, si je viens aujourd'hui, c'est pour vous dire combien le moment que nous vivons est important, combien l'exigence collective qui est la nôtre est immense, et parce que j'ai un espoir vibrant : c'est que la génération qui entre aux responsabilités soit bien la génération des fondateurs de l'Europe ; cette Europe ne ressemblera pas à celle qui existe aujourd'hui. Cette Europe ne doit pas s'arrêter, cette Europe sera portée parce qu'il y a des volontés conscientes et lucides qui auront décidé de la faire avancer dans ces temps présents, parce que ces temps sont difficiles. Et c'est à cette condition que l'Europe sera jeune, comme elle l'a toujours été.